

Le partenariat entre l'État français et Cisco passe mal

La [franche collusion](#) entre l'Agence nationale de sécurité américaine (**NSA**) et l'industrie IT US fait couler beaucoup d'encre depuis les premières [révélations d'Edward Snowden](#) sur la surveillance de masse en juin 2013. Les interrogations du public n'ont pourtant pas empêché **Manuel Valls** de [valider, le 16 février dernier](#), les grandes lignes d'un partenariat d'ampleur conclu entre l'État français et l'équipementier réseau Cisco, lors d'une rencontre avec son CEO, **John Chambers**.

En plus d'un [investissement de Cisco dans les startups françaises](#) du numérique à hauteur de 100 millions de dollars, ce partenariat couvre : la formation de 200 000 personnes en trois ans, le financement de [chaires d'excellence](#) ou encore des collaborations académiques et industrielles dans la cybersécurité, les réseaux intelligents et la ville intelligente. Tout un programme ! Pour la députée et spécialiste des thématiques numériques **Laure de La Raudière** des interrogations demeurent quant à la préservation de la souveraineté numérique de la France. D'autant plus que [l'intervention controversée du président des États-unis, Barack Obama](#), le 18 février, sur l'action européenne à l'encontre des entreprises de la Silicon Valley, n'a pas rassuré.

L'État français se laisse « acheter »

La députée d'Eure-et-Loir (UMP) a donc adressé à la secrétaire d'État en charge du Numérique au sein du gouvernement Valls, **Axelle Lemaire**, trois questions écrites, mardi 3 mars (n°[75018](#), n°[75019](#) et n°[75020](#)) dévoilées par nos confrères de *Nextinpact*. Laure de La Raudière souhaite savoir si l'Agence nationale de la sécurité des systèmes d'information (**ANSSI**) a été consultée par le Premier ministre avant la conclusion de l'accord avec Cisco. Si oui, elle souhaiterait que la représentation nationale puisse accéder à cet avis. La députée cherche également à connaître les raisons pour lesquelles le gouvernement a choisi de confier un grand programme de formation à Cisco, une entreprise américaine, « *plutôt que des partenaires français tels que, par exemple, l'École 42, OVH, Atos, Orange, Capgemini... en capitalisant sur nos laboratoires publics (CNRS, INRIA...)* ». La députée déplore, enfin, que la France se laisse « acheter » par les géants américains du numérique plutôt que de s'appuyer sur ses propres forces. Et souhaiterait savoir comment le partenariat avec Cisco s'inscrit dans l'objectif de **transformation numérique** « *de nos grands groupes* » ou dans la création de nouveaux grands groupes français du numérique.

Lire aussi :

[Jean-Yves Le Drian et Cisco parrainent la chaire des objets connectés à Polytechnique](#)

[NSA : les matériels Cisco, Juniper et Huawei transformés en passoire](#)